

COMMUNICATION ET PROPAGANDE :
**LE CAS DE « GNOME ET RHÔNE » DURANT L'ENTRE-DEUX-
GUERRES**

Dominique Guyot

Association CGT de l'histoire sociale de la SNECMA

G & R à la fin de la Première guerre mondiale

La Société Gnôme née en 1895 dont l'usine était installée à Gennevilliers, en fusionnant en 1914 avec la Société des Moteurs Le Rhône créée en 1912 qui avait, à Paris, une usine boulevard Kellermann dans le XIII^{ème} arrondissement, prenait le contrôle d'un concurrent qui développait aussi un moteur rotatif.

Cette stratégie industrielle devait avoir une importante répercussion puisque la Société des Moteurs Gnome et Rhône¹ (SMGR) va jouer un rôle essentiel au plan national et international dans la production de moteurs d'avions

A la déclaration de la guerre, l'aviation militaire de la France comportait moins de 350 appareils (dont la moitié en réserve) équipés, dans la majorité des cas, de moteurs Gnome. Cependant, la direction de l'Aéronautique militaire² préférerait les moteurs Rhône.

Selon J.M Laux, le nombre de moteurs produit de 1914 à 1918 par SMGR est de l'ordre de 21 000 dont 7 000 à 8 000 produits à l'étranger (Grande-Bretagne, États-Unis, Italie, Allemagne, Russie...)

La situation de fournisseur de la Défense nationale qui plus est, dans une période de développement extraordinaire de l'aviation a produit une augmentation considérable du chiffre d'affaires et des profits ce qui ne manqua pas d'attirer l'attention des parlementaires³.

La fin de la guerre vient mettre un terme à une situation fastueuse et l'entreprise doit réorienter son activité tout en continuant à valoriser ses savoir-faire de motoriste d'aviation. Elle se lance dans une diversification effrénée de sa production : moteurs automobiles, motocyclettes, tracteurs agricoles, machines à coudre, machines pour l'industrie textile, compresseurs, réfrigérateurs... En 1922, « elle contrôle 29 filiales éparpillées et 37 productions différentes⁴ ». Cette mutation se solde par un échec aggravé par la récession de 1920-1921 : les pertes se cumulent et s'accumulent. Se succèdent

¹ James M. Laux, *Gnôme et Rhône : une firme de moteurs d'avions durant la Grande Guerre, in 1914-1918 L'autre front*, Cahiers du Mouvement social n°2.

² Dirigé par le Général Hirschauer qui sera, plus tard, membre du conseil d'administration de la Société des Moteurs Gnome et Rhône.

³ Rapport Flandin -

⁴ Jacques Mousseau, *Le siècle de Paul-Louis Weiller, 1893-1993*, Stock, 1998.

alors emprunt et augmentations de capital auxquels souscrivent la Banque Bauer-Marchal et Lazare Weiller⁵, père de Paul-Louis Weiller.

Ce dernier vient, au lendemain de sa démobilisation, de se lancer, avec succès dans les affaires, en obtenant pour la Compagnie générale de navigation aérienne (CGNA) créée par son père, le paiement des droits d'exploitation des brevets des frères Wright et leurs arrière-petits.

La réussite allée au soutien paternel a, très vraisemblablement, joué un rôle dans l'accession de Paul-Louis Weiller d'abord, au conseil d'administration de la SMGR (1922), puis l'année suivante, aux fonctions d'administrateur-délégué qu'il conservera jusqu'en octobre 1940.

Le jeune homme qui, à trente ans, prend les rênes de l'entreprise est ingénieur de l'École centrale des arts et manufactures, mobilisé comme sous-lieutenant en 1914 et un héros qui termine la guerre comme capitaine, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre aux deux étoiles et dix palmes des douze citations obtenues et cinq blessures. Observateur aérien, pourrait-on dire occasionnel dans une aviation militaire naissante, il démontre l'importance de la photographie aérienne et se retrouve, par sa conviction, sa pugnacité et son entregent, à la tête de trois escadrilles, rattaché directement au Maréchal Foch. Le prestige dont il est revêtu en cette période de victoire ne peut qu'accroître le cercle déjà très large de par sa naissance, des relations familiales, professionnelles et mondaines

Le redressement est assez rapide puisque dès 1923, la SMGR renoue avec les bénéficiaires. De multiples raisons qui expliquent ce renouveau ont été étudiées⁶ : *mondialisation des techniques et des marchés, spécialisation des filières, sérieux manufacturier et commercial* mais une autre source peut être utilisée pour comprendre et illustrer la stratégie industrielle et commerciale de l'entreprise à savoir, la revue créée par la SMGR dès 1927.

L'utilisation d'une presse d'entreprise interne ou externe n'est guère répandue à cette époque. En 1940, le nombre de journaux est estimé à une trentaine⁷ dont les plus anciennes nées dans le secteur de l'automobile : Peugeot, Berliet, Citroën, Renault

Un message⁸ aux lecteurs énonce les buts recherchés : « *En entreprenant la publication de cette revue nous nous sommes efforcés d'établir un lien entre tous ceux, grands et petits, qui, dans tous pays, emploient, entretiennent, construisent nos moteurs ou simplement s'y intéressent. Nous rapporterons l'actualité militaire ou civile et la vie industrielle de nos centres de production. Les principes techniques que nous défendons seront exposés et, au besoin, discutés. Enfin nous réserverons une large place aux conseils pratiques d'emploi de nos moteurs pour que tous bénéficient de l'expérience*

⁵ Lazare Weiller, (Sélestat, 20/07/1858 – Val-Mont-sur-Territet 12/08/1928), industriel, député de la Charente (1914-1919) puis sénateur (1920–1928), fondateur notamment de la Compagnie générale de navigation aérienne (CGNA) créée pour exploiter les brevets des frères Orville et Wilbur Wright.

⁶ Emmanuel Chadeau, *Stratégies d'entreprises et innovations internationales, les motoristes français d'aviation (1919 – 1940)*, in *Histoire, Économie et Sociétés*, Année 1987, Volume 6, n°2.

⁷ Jacques Lambert, *La presse d'entreprise*, PUF Que sais-je ?, 1993.

⁸ *Gnome-Rhône journal*, décembre 1927, p.2.

laborieusement acquise par chacun : à cet égard nous publierons bien volontiers les observations d'intérêt général de nos collaborateurs occasionnels, en les citant s'ils le permettent, comme nous répondrons à toute demande de renseignement qui nous sera adressée. »

Cette présentation sous la forme d'un bulletin d'un club d'amateurs ne dissimule guère la finalité de communication institutionnelle ou de constitution d'une façade publicitaire.

De *Gnome* –*Rhône journal* à *Plein Ciel journal*

La revue dont le premier numéro paraît en décembre 1927 se nomme : *Gnome-Rhône journal*. Bimestrielle, elle comporte une douzaine de pages.

Sans être luxueuse, la présentation est haut de gamme et donne l'impression de viser un lectorat de spécialistes, de passionnés. Elle est abondamment illustrée par des photographies comportant des légendes rédigées le plus souvent en trois langues (français, anglais et allemand).

Conformément au message d'introduction, l'information est essentiellement d'ordre technique et porte sur l'ensemble de la production de SMGR avec non seulement les caractéristiques détaillées et les commentaires appropriés mais aussi des figures, dessins et études industriels. Sont décrits les différents moteurs fabriqués (« *Jupiter* », « *Titan* », « *Mistral* », « *K* »...) illustrant ainsi les choix opérés par P-L. Weiller et les recherches effectuées. Le texte met souvent l'accent sur le souci permanent de modernisation et d'adaptation développé par les bureaux d'études pour la mise au point de prototypes. Le tout en fait une revue destinée à des spécialistes, à des professionnels ; cependant des rubriques⁹ permettent aux lecteurs non avertis d'accéder à une information plus simple voire vulgarisée.

La revue consacre une large place aux performances et succès obtenus. Les salons aéronautiques nationaux ou internationaux, les concours gagnés, les coupes remportées comme la succession de records de toute nature¹⁰ sont systématiquement recensées avec la photographie des équipages vainqueurs. Les lettres de félicitations des ministres et gouvernement - français et étrangers - figurent en bonne place faisant ressortir l'aspect international de l'activité tant par la liste des usines de la SMGR implantées hors de France¹¹ que des relations entretenues avec l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie...

En ce qui concerne l'utilisation des moteurs, c'est incontestablement l'activité militaire qui ressort en premier de la lecture de la revue comme le prouve la présence de militaires (officiers et pilotes comme mécaniciens) sur les photographies prises en différentes occasions. La militarisation de la production, et donc les liens avec l'État constituent une constante de la stratégie industrielle de l'entreprise et au travers de la revue, se dessine le progressif équipement de l'armée et l'évolution des commandes effectuées ou attendues.

⁹ Par exemple « *Les réflexions d'un vieux mécanicien* »

¹⁰ Records de distance, d'altitude, de durée de vol, de consommation, révision...

¹¹ Qui figure en dernière page, (4^{ème} de couverture) de la revue.

En l'absence d'une « Armée de l'Air »¹² non encore constituée, la Marine apparaît un client privilégié et spécifique avec les avions de reconnaissance, les hydravions et les « avions embarqués » sur les premiers porte-avions ; l'Armée de Terre suit avec l'accroissement du nombre ses escadrilles pour couvrir l'ensemble du territoire. A travers articles et photos, les différentes formes d'utilisation militaire de l'aviation prennent forme : reconnaissance, chasse, bombardement.

Les perspectives civiles d'une utilisation commerciale de l'aviation ne sont pas omises mais viennent en second. L'institution et le développement des transports réguliers de passagers notamment entre la France et l'étranger sont mentionnés dès les débuts de la revue mais relatés le plus souvent comme des exploits innovants de personnalités.

Cette activité commerciale pionnière n'échappait cependant pas à Paul-Louis Weiller fortement engagé, depuis 1927, dans le capital d'une des premières compagnies aériennes : la Compagnie International De Navigation Aérienne (CIDNA). Après la création d'Air France (1933)¹³, l'activité de transport sera plus souvent évoquée. L'utilisation pour les liaisons postales n'apparaît que faiblement hormis pour la messagerie de presse à l'occasion d'essais effectués pour la compte de Hachette.

La consultation de *Gnome-Rhône journal* montre que P.-L. Weiller maîtrisait déjà la technique de communication d'entreprise à une époque où elle ne s'appelait que propagande. C'est ainsi que le côté « mondain », milieu naturel de PLW qu'il cultive et entretient s'expose dans chaque exemplaire de la revue. Les princes et princesses et autres têtes couronnées qui prennent place dans des avions dotés de moteurs G&R sont automatiquement répertoriés¹⁴ ; les hommes politiques¹⁵ ou les hauts fonctionnaires¹⁶ bénéficient de l'attention de la SMGR.

Dès le n°7 de la revue (décembre 1928)¹⁷, un appel à la participation est lancé aux lecteurs auxquels il est demandé de signaler les « *beaux voyages, les belles performances accomplis avec nos moteurs* », de donner « *les noms des pilotes et mécaniciens qui ont soigné nos moteurs* » et celui des « *amis intéressés* », le tout devant être adressé « *au Service de la propagande de la SMGR* ». Les lecteurs seront à nouveau sollicités¹⁸ pour l'envoi de

¹² L'armée de l'Air sera créée par le décret du 1er avril 1933 et son organisation générale réglée par la loi du 2 juillet 1934.

¹³ Contraint (?), PLW cédera ses actions de la CIDNA pour la constitution d'Air-France. Il en refusera la présidence offerte par Pierre Cot, ne voulant pas bénéficier d'une rémunération supérieure à celle du président de la République ! En 1936, 60 % de la flotte d'Air France était équipée de moteurs G&R. cf Jacques Mousseau.

¹⁴ Baron Empain, Duchesse de Bredford, Prince de Bourbon... ou le jeune comte de Sibour accompagnant ses parents pour chasser dans l'une de leurs propriétés du Kenya : *Gnome et Rhône journal*, n° 31, février 1933.

¹⁵ Le président du Conseil, Daladier, utilisant l'avion pour aller au congrès du Parti radical à Vichy, *Gnome et Rhône journal*, n°35, octobre 1933.

¹⁶ « *Le très sympathique préfet de police parisienne [Chiappe] et sa femme reviennent de vacances en Corse* », *Gnome-Rhône journal*, n°6, octobre 1928.

¹⁷ Appel renouvelé sans explications dans *Gnome-Rhône journal*, n°11 de décembre 1929 pour demander aux lecteurs de *communiquer tous les renseignements sur les moteurs Jupiter, Titan et Rhône !*.

¹⁸ *Gnome-Rhône journal*, n°18-19, octobre-décembre 1930.

photographies : « *Gnome-Rhône achète très cher tous les documents photographiques pouvant intéresser son bulletin* ». Cependant, aucun élément n'a été trouvé permettant de savoir si ces appels ont été suivis d'effet et dans quelles proportions. En effet, aucun article de la revue *Gnome-Rhône journal* hormis la présence de rares initiales, n'est signé. Cette situation est la règle habituelle¹⁹. Pas d'indication de responsable de publication ou de comité de rédaction. L'interaction tant prônée avec les lecteurs semble avoir été réduite.

La revue dont la publication se poursuivra durant treize ans, de 1927 à 1940 va évoluer à plusieurs reprises, se modifiant très sensiblement tout en conservant son rôle de communication de l'entreprise.

A partir de 1931²⁰, le texte des articles sera repris en anglais, allemand, français sur trois colonnes ce qui entraîne une augmentation de la pagination. C'est dans le n°25 de janvier 1932 que la publicité va faire son entrée dans la revue prenant d'emblée une place importante puisqu'elle s'étend sur sept pages. Elle est présentée comme un supplément « *où l'on trouvera des renseignements techniques et commerciaux fournis par les meilleures firmes qui collaborent à construction des moteurs d'aviation de notre marque et que nous nous empressons de remercier à ce sujet* ». De fait, les entreprises citées ont toutes des liens étroits avec SMGR (bougies, huiles, forges, aciéries et fonderies...) et concourent à la production : elles se trouvent réunies sous le titre de *répertoire sélectionné des fournisseurs de l'Aéronautique*. Au détour d'une publicité est souligné l'intérêt de la sous-traitance puisqu'après des essais comparatifs de calibres, SMGR a décidé d'en confier la production à une entreprise du XIII^{ème} arrondissement, ce qui a permis de *réaliser d'appréciables économies*²¹. La publicité ne va plus quitter la revue où elle va augmenter de volume passant à 10 voire 14 pages²².

Une nouvelle maquette de couverture apparaît avec le n°35 d'octobre 1933 et, six mois plus tard (avril 1934), c'est l'ensemble de la conception qui est modifié en conservant le même titre. La revue sera, l'espace d'un numéro, renommée *Air Journal* mais ce titre déjà utilisé par un autre journal obligera la direction à le remplacer par *Plein Ciel Journal* qui restera du n°43 de mars 1935 jusqu'en 1940.

La direction qui se déclare²³ encouragée par le succès de la revue a décidé de la transformer « *pour en accroître l'importance, et en rendre la lecture plus fructueuse et plus agréable* » pour servir la grande cause de l'aviation. Elle renouvelle un appel pressant à la collaboration des lecteurs invités à devenir des correspondants éventuellement rémunérés et à transmettre les adresses des « *personnalités de monde aéronautique désireuses de nous lire* ». Le montant d'un abonnement ne figure pas sur la revue mais le prix unitaire apparaît désormais en première page (10 F).

Si l'esprit et la finalité restent les mêmes à savoir la valorisation systématique de l'entreprise et de sa production, l'outil que constitue la revue

¹⁹ Catherine Malaval, *La presse d'entreprise française au XXe siècle*, Belin, Paris, 2001.

²⁰ *Gnome-Rhône journal*, n°20, février 1931.

²¹ *Gnome-Rhône journal*, n°26, avril 1932.

²² *Gnome-Rhône journal*, n°42, décembre 1934-janvier 1935.

²³ *Gnome-Rhône journal*, n°38, avril 1934, p.2

modifiée change de statut. La revue initiale qui tendait déjà vers un lectorat choisi mais appartenant à la famille professionnelle de l'aéronautique passe un cap caractérisé par une augmentation de la pagination (atteignant régulièrement 44 pages), la signature de la quasi totalité des articles dont une partie revêt une connotation intellectuelle et littéraire. Cette signature fait apparaître souvent le nom et qualité des auteurs conférant à la revue un caractère sérieux et scientifique incontestable. Les articles techniques sont désormais signés par des ingénieurs des sociétés aéronautiques (travaillant le plus souvent avec la SMGR), des officiers généraux et supérieurs ayant exercé ou exerçant des responsabilités dans les différentes armes, des professeurs du Collège de France, des Universités ou de l'École des Mines, des journalistes spécialisés...As de l'aviation, Paul-Louis Weiller a manifestement sollicité des relations rencontrées dans ses parcours : ainsi nombre d'auteurs tels le journaliste Maurice Bourdet, Charles Picard directeur de l'École d'Athènes ou Joseph Sadi-Lecointe ont été pilotes.

Mais la grande innovation réside dans l'introduction, dans les premières pages de la revue, d'articles de grands noms du monde littéraire, intellectuel, culturel et artistique de l'entre-deux-guerres. Là aussi Paul-Louis Weiller a plongé dans son carnet d'adresses mobilisant et peut-être même réquisitionnant dans les cercles de ses relations donnant ainsi à la revue *Plein Ciel* un éclat particulier.

Tous ces auteurs fournissent des textes qui présentent un lien réaliste ou poétique avec l'aviation. Sont ainsi convoqués Paul Valéry et Paul Morand (témoins du mariage, en 1931, de P.- L. Weiller avec Aliko Diplorakos, première Miss Europe), Paul Claudel (ambassadeur bientôt à la retraite et futur membre du conseil d'administration de la SMGR), Francis Jammes (dont une fille travaille au service social de SMGR), Jean Cocteau, les frères Jérôme et Jean Tharaud, Henry Bordeaux, Léon-Paul Fargue sans oublier des relations mondaines, la Princesse Sixte de Bourbon Parme et des « aventuriers » introduisant un peu d'exotisme comme Henry de Monfreid et André Malraux. La nouvelle série, *Plein Ciel* commencera d'ailleurs par un texte de ce dernier rapportant le survol du mystérieux royaume de Saba. L'opération réalisée au début de l'année 1934 par Malraux et Corniglion-Molinier et médiatiquement relayée par leurs articles publiés par l'*Intransigeant* sera contestée au plan scientifique²⁴. Elle n'a pu cependant avoir lieu que grâce à P.- L. Weiller qui a fourni son avion personnel²⁵ et son mécanicien.

« Céleste » du surnom donné au patron de la SMGR ne pouvait rêver mieux pour lancer le premier numéro de sa revue de communication relookée qui prenait ainsi une allure de revue de prestige alliant distinction et technicité.

La lecture des nouveaux numéros permet de relever d'autres éléments qui accompagnent cette modification importante de l'année 1934. La revue, certes, continue, comme il se doit, à mettre en avant les qualités de la production des moteurs, le perfectionnement des techniques utilisées, l'amélioration incessante des performances mais elle fait apparaître aussi la recherche de la sécurité par l'instauration à chaque stade de la fabrication de contrôles et de la

²⁴ Sur cet épisode quelque peu rocambolesque, voir Olivier Todd, *André Malraux, une vie*, Gallimard, 2001.

²⁵ Un Farman 190 équipé d'un moteur Gnome-Rhône de 300 CV.

réduction des coûts de maintenance par l'allongement de la durée de vol entre deux révisions. La fréquence des articles consacrés à la comparaison du développement de l'aviation entre pays²⁶ augmente soulignant, plus ou moins ouvertement, la nécessité d'accélérer la production française, sa militarisation et développement de la technique de bombardement.

La SMGR renoue aussi avec la fabrication des motocyclettes. De nombreuses pages y sont consacrées pour un usage militaire ou de police.

Plein Ciel journal révèle dans cette période des pionniers de l'aviation, la présence et le rôle des femmes aviatrices bien oubliées (Adrienne Bollant, Violette de Sibour, Maryse Hilsz, Madeleine Charnaux, Maryse Bastié) et accueille le dessin humoristique qui hérite de la place enviée de la 4^{ème} de couverture.

La stratégie de communication appliquée par la SMGR est concentrée sur la production de l'entreprise : le moteur d'avion selon une présentation quelque peu désincarnée. La revue ou les revues successives (*Gnome-Rhône journal*, *Plein Ciel journal*) ne font aucune référence aux événements politiques, économiques et sociaux. Les évolutions politiques, les mouvements de grèves ne sont pas évoqués : la production se déroule de façon séquentielle, sans heurts. L'activité humaine, sociale de l'entreprise ne transparaît jamais ou rarement en dehors de la présence des hommes sur des photographies d'atelier ou de bureaux.

Dans la première série (*Gnome Rhône journal*), il est fait allusion à une seule occasion du travail collectif des hommes (ouvriers et ingénieurs) pour souligner l'importance de l'effort technique de l'entreprise et son coût.

Dans la deuxième série (*Plein Ciel Journal*), le travail est plus présent lors, par exemple, de la présentation du laboratoire d'essai, des contrôles effectués, de l'accroissement des locaux. On peut noter que les locaux de Gennevilliers sont moins souvent cités que ceux du boulevard Kellermann qui comme le souligne Noelle Gérome abrite les activités de prestige et « *devient l'usine-vitrine de la firme* ²⁷ ».

Sous l'impulsion de P.-L. Weiller, la SMGR inaugure, dans le contexte de la fin de la Première guerre mondiale, une stratégie de communication nouvelle centrée sur l'activité de l'entreprise, sa production de façon à en démontrer la supériorité. Réalisée dans l'entreprise, la revue *Gnome-Rhône journal* ne comporte que des informations à visée commerciale et, contrairement aux intentions affichées, l'interaction avec les lecteurs ne paraît pas avoir joué un rôle quelconque. L'analyse permet cependant de comprendre et d'illustrer les choix stratégiques, leurs applications extérieures et les jeux d'influence.

La nouvelle série *Plein Ciel Journal* avec une nouvelle présentation, intègre dans la communication des aspects intellectuels et culturels censés contribuer à la valorisation du produit. Cette communication « de prestige » est, sous réserve de travaux plus approfondis, une méthode innovante qui

²⁶ Cf *Les causes du développement de l'aéronautique allemande* par le Général Niessel in *Plein-Ciel journal* n°65 de mars 1939.

²⁷ Noelle Gerome, *De Gnome et Rhône à la SNECMA, la traversée de la guerre*, Le Temps des cerises, 1999.

influencera le monde industriel. Dans les deux cas, la communication ou, plus exactement, la propagande ainsi qu'elle était dénommée au départ, se construit pour l'extérieur de l'entreprise (et l'influencer) et en dehors du monde du travail. Totalemment dans la main du chef d'entreprise qui en est le financeur essentiel voire unique, cette communication est un outil sans partage qui ignore ou réduit les salariés à la portion plus que congrue.

La forte personnalité du patron de SMGR et sa notoriété, les circonstances politiques de l'entre-deux-guerres constituent des éléments spécifiques de l'époque. Elles montrent cependant l'importance de la communication et de ses moyens, c'est-à-dire des outils dont dispose le chef d'entreprise et laisse présumer l'importance d'une communication interne.

Le conflit de mars-avril 1938 et contexte politique, économique et social

Au gouvernement de Front Populaire a succédé, après la chute de Léon Blum, en juin 1937, le gouvernement Chautemps. Un second gouvernement Chautemps voit le jour, le 18 janvier 1938 et dont le ministre du travail est Paul Ramadier.

Au plan économique et social, la situation est tendue. D'une part, depuis la fin de l'année 1937, le nombre des conflits augmente. En effet, la hausse du coût de la vie a largement dépassé les augmentations obtenues depuis 1936. L'importance de la hausse peut être différenciée selon les secteurs d'activité mais les rattrapages consentis n'ont été que partiels provoquant un profond mécontentement. La revendication de l'échelle mobile de salaires n'ayant pas été satisfaite, les recours aux procédures d'arbitrage se multiplient. D'autre part, les conventions collectives de travail initialement conclues pour une année arrivent à expiration. Elles sont prorogées une nouvelle fois²⁸ par la loi du 11 janvier 1938. Les discussions traînent avec un patronat peu désireux de discuter. Les inquiétudes devant la montée du chômage ne peuvent être calmées par l'annonce de Chautemps, de déposer six projets²⁹ de loi destinés à constituer « la charte volontaire du travail français », ce « statut moderne du travail » portant sur le placement des travailleurs, l'embauchage et débauchage des travailleurs, le statut des délégués du personnel, les conventions collectives de travail, les procédures de conciliation et d'arbitrage, le statut légal de la grève.

Dans plusieurs entreprises de la métallurgie, les revendications s'expriment et, soutenus par la Fédération des Métaux, des débrayages se produisent. A ces revendications viennent s'ajouter l'analyse des militants communistes soucieux d'éviter au gouvernement de glisser à droite ou de poursuivre cette orientation déjà présente.

Les travailleurs de la SMGR (qui a échappé à la vague des nationalisations d'août 1936), sont sensibilisés à cette situation d'autant plus que les négociations pour le renouvellement de la convention collective tardent à démarrer en raison de la constitution d'une chambre syndicale des industries

²⁸ Elles avaient été prorogées une première fois par la loi du 18 juillet 1937 en même temps que les pouvoirs du gouvernement en matière de conciliation et d'arbitrage.

²⁹ Projets déposés le 25 janvier 1938.

aéronautiques regroupant les entreprises nationalisées ou non. De plus, un allongement de la durée du travail et du recours aux heures supplémentaires dans les entreprises travaillant pour la Défense nationale est annoncé. Mais la majoration de 10 % est mise en avant.

L'action démarre à la SMGR (Kellermann) à la fin du mois de février par le blocage des bons de travail et le freinage de la production aux pièces.

Le 4 mars est publiée la loi sur les procédures de conciliation et de l'arbitrage, c'est le seul texte rescapé du projet de « statut moderne du travail » pris dans l'urgence pour tenter d'endiguer la vague des conflits.

Le deuxième cabinet Chautemps tombe le 10 mars et le communiqué détaillant les revendications des travailleurs de la SMGR est publié dans *l'Humanité* du lendemain qui réclame la mise en place d'un gouvernement et d'un programme de Front populaire. Léon Blum constitue le 13 mars 1938, un gouvernement « d'unité nationale autour du Front populaire » au moment où les troupes du Reich envahissent l'Autriche.

Une réunion a lieu le 15 mars sous la présidence d'un représentant du nouveau ministre du travail (A. Sérol) en présence de la direction³⁰ et des délégués ouvriers et de la CGT. Le jour même, Paul Louis Weiller adresse à tous les ouvriers le projet de protocole proposé par le représentant du ministre³¹ et l'argumentaire développé lors de la réunion renvoyant la responsabilité d'une éventuelle augmentation sur l'État, celle de la discussion d'une convention collective sur la Fédération des Métaux, celle d'une impossibilité de faire la paye sur les ouvriers coupables de bloquer les bons de travail. Au passage, la direction vante les mérites du travail aux pièces : « *Tout ouvrier qui produira plus de pièces gagnera plus d'argent : son surplus lui sera entièrement payé* ». A ce slogan du « travailler plus pour gagner plus », elle ajoute la discorde en affirmant que si les ouvriers de Kellermann se limitent à 12,20 F de l'heure, ceux de Gennevilliers, par leur meilleur rendement peuvent atteindre 17 F.

Le lendemain, une nouvelle lettre de P.-L. Weiller parviendra dans toutes les familles. Celui-ci reprend sur trois pages en le détaillant l'argumentaire déjà diffusé et en soulignant que les ouvriers de G&R vont faire les frais d'une « *opération menée sur plan contraire à la loi* ». Insidieusement, il joint un tableau qui indique qu'avec un salaire de 12,20 F de l'heure soit 1 952 F par mois, l'ouvrier qualifié de la branche Aviation de la Métallurgie gagne 18.3 % de plus qu'un commissaire de police, 30 % de plus qu'un inspecteur des finances, 34.5 % de plus qu'un instituteur, etc. Ce tableau sera repris quelques jours plus tard sous forme d'affiches apposées dans la capitale. Par ces pratiques, la direction de G&R instaure un nouveau mode de communication et de propagande directe qui ne passe ni par la reconnaissance des délégués ni par la concertation et la négociation.

³⁰ Dont la délégation est menée par P.-L. Weiller lui-même, en présence de représentants du Groupement des industries métallurgiques et de la chambre syndicale des constructeurs de moteurs d'avion.

³¹ Les propositions faites sont au nombre de trois : 1° - remise des bons de travail par les ouvriers pour permettre de faire la paie du 18 mars ; 2° - engagement de la direction de suivre l'arbitrage sur le salaire qui devra être demandé par le syndicat ; 3° - reprise, dans l'ordre, de la collaboration entre les parties.

Faute de réajustement de 10 %, le 25 mars le travail est suspendu et la grève avec occupation commence le lendemain³². Immédiatement, la direction adresse une nouvelle lettre³³ qui laisse planer un doute sur la pérennité d'une partie des activités parisiennes : « *Par ailleurs, en raison de l'agitation ouvrière dans la région parisienne et des intérêts de la Défense nationale en cause, notre devoir est de mettre à profit les circonstances actuelles pour activer l'édification de notre nouvelle usine du Mans où sera déménagée une partie des services de l'usine Kellermann.* ». Chaque destinataire est invité à faire acte de volontariat s'il souhaite être embauché à l'usine du Mans. L'évidente menace de délocalisation est explicitement commentée dans le communiqué de presse du même jour³⁴ : « *On se rappelle que pour des faits de grève analogues, Latécoère a quitté Toulouse pour installer ses usines à Bayonne.* ». Une nouvelle stratégie du chantage se fait jour d'autant plus prégnante qu'elle a pris la forme de lettre adressée au domicile familial des ouvriers. Vingt ans auparavant, à deux reprises dans l'année 1918, Kellermann fut secouée par des grèves : une première en février contre le travail aux pièces et pour un salaire journalier puis une seconde, en mai plus politique contre la guerre. En représailles et pour en éviter le renouvellement, l'usine fut fermée et transférée à Lyon et à Tours. La menace de P.-L. Weiller ne pouvait être ignorée.

Les mouvements de grève s'étendent dans la région parisienne (Air Liquide, SKF, Citroën, etc.). Les responsables régionaux et nationaux CGT de la métallurgie sont en contact avec le ministère du travail et le Gouvernement dont la durée de vie n'est pas assurée.

Le 30 mars, l'usine de Gennevilliers arrête le travail³⁵ dans des conditions contestées par la direction et qui donneront lieu à une guerre de communiqués.³⁶

Dans son édition du 5 avril, *Paris-Soir* publie dans la rubrique « Libres opinions » un article intitulé « *Usines occupées, patrie en danger* ». L'auteur, Pierre Hamp, nouveau directeur de l'apprentissage à l'usine de Kellermann depuis un mois³⁷, milite pour le recours à l'arbitrage mais utilise des termes particulièrement agressifs pour contester le droit de grève : « *La recherche du juste prix du travail ne peut être une cause de l'arrêt des fabrications de défense* » propos étranges pour ce sexagénaire autodidacte³⁸, proche de l'extrême gauche au début du siècle, socialiste, membre de la CGT, ancien collaborateur de *L'Humanité* qui, pour expliquer son désir de devenir inspecteur du travail parlait « *de venger les pauvres, aider les ouvriers contre le patron. Mon amour à leur égard ne pouvait aller sans haine contre ceux qui les opprimaient.* »³⁹

³² *L'Humanité*, 26 et 27 mars 1938.

³³ Archives P. Hamp

³⁴ Archives P. Hamp

³⁵ *L'Humanité*, 31 mars 1938 ;

³⁶ Cf le communiqué du comité de grève de Gennevilliers publiée par *L'Humanité* fait état d'un vote de 20 opposants à la grève seulement sur les quelques 2 500 ouvriers.

³⁷ Il a été recruté à compter du 1^{er} mars 1938.

³⁸ Dominique Guyot, *Pierre Hamp inspecteur du travail et écrivain humaniste (1876-1962)*, L'Harmattan, 2005.

³⁹ Pierre Hamp, *Il faut que vous naissiez de nouveau*, Gallimard nrf, Paris, 1935, p. 209

Les délégations ouvrières et patronales trouvent, à la demande du gouvernement, un accord provisoire le 1^{er} avril, pour le secteur nationalisé. La SMGR renâcle et son administrateur-délégué arcbuté sur « *des instructions précises de certains dirigeants communistes de l'extérieur parlant au nom de la CGT* » écrit à Vincent Auriol⁴⁰, pour réclamer l'évacuation des locaux et l'organisation d'un scrutin à bulletin secret. V. Auriol répond que l'accord ayant été approuvé par la Fédération des Métaux et les entreprises nationalisées, l'État est en droit demander aux autres entreprises de faire « *l'effort de transaction qu'exigent les circonstances.* »⁴¹

Les grèves s'étendent dans la métallurgie parisienne au moment où le cabinet Blum chute pour être remplacé, le 10 avril, par Daladier. Paul Ramadier retrouve le poste de ministre du travail qu'il avait occupé de janvier à mars 1938. Le travail reprend dans les entreprises aéronautiques contrôlées par l'État mais les arbitres de la commission départementale de conciliation n'ont pu trouver d'accord pour les autres. Ramadier désigne le 13 avril un « surarbitre », M. Jacomet, secrétaire général du ministère de la guerre et de la défense nationale, qui rend, le lendemain, sa sentence fixant les mêmes règles pour l'ensemble du secteur aéronautique : augmentation de 0.78 F de l'heure au titre d'un rétablissement du pouvoir d'achat mais aussi une non-application des majorations pour les cinq premières heures supplémentaires, décision prise au titre des nécessités de la Défense nationale. Dans la foulée, la convention collective de travail « *pour les entreprises de fabrication de cellules et de moteurs d'aviation et les entreprises de fabrications de nature exclusivement aéronautique* » et signée.

L'évacuation commence dès le 16 avril : *Depuis la veille le comité de grève avait convoqué les équipes pour briquer l'usine et la laisser en parfait état de propreté. Cette consigne était donnée par la Fédération des Métaux car le même travail avait lieu chez Citroën et Renault et dans toutes les usines occupées*⁴². Le travail reprend le 19 avril non sans difficultés, la direction de la SMGR traînant à verser les acomptes sur salaires.

Le conflit est terminé mais la reprise se fait sans enthousiasme. L'augmentation obtenue est faible, va être rapidement grignotée par l'évolution du coût de la vie et ne compensera pas, en dépit de la solidarité organisée, les salaires perdus du fait de la grève. L'allongement de la durée du travail au taux normal revient à porter l'horaire hebdomadaire de travail à 45 heures et constitue une atteinte à la loi sur les 40 h et un précédent que Daladier reprendra en août 1938 pour « *remettre les Français au travail* ». L'application de la nouvelle convention collective sera mise en échec par un stratagème patronal. L'arrêté d'extension qui donne un caractère obligatoire à ses dispositions signé le 5 août 1938 par Paul. Ramadier⁴³, sera immédiatement contesté devant le Conseil d'État par la Chambre syndicale des constructeurs des moteurs d'avions pour être annulé. Le Conseil d'État considérant que « *l'application de [cet] arrêté aurait pour conséquence immédiate l'institution d'un état de fait qui entraînerait des changements important dans les conditions actuelles de*

⁴⁰ Archives P. Hamp, lettre du 6 avril 1937 de Paul-Louis Weiller à Vincent Auriol alors ministre chargé des services de coordination à la présidence du Conseil.

⁴¹ *L'Humanité*, 8 avril 1938.

⁴² Archives Pierre Hamp.

⁴³ *Journal officiel de la République Française*, 9 août 1938, p.9426.

fonctionnement de ladite industrie » décide de sursoir à son exécution jusqu'au jugement au fond⁴⁴.

Ce conflit laissera des traces dans l'ensemble de la métallurgie parisienne et pèsera lourdement sur la faible mobilisation de la journée de grève générale du 30 novembre 1938.

La naissance de *Corporation Gnome & Rhône*.

Pour la SMGR, la grève de mars-avril 1938 a donné lieu à de vives réactions de la direction non seulement par des interventions classiques auprès du gouvernement et des pouvoirs publics mais par la mise en place d'une stratégie de communication interne et externe.

Les communiqués de presse, les lettres ouvertes, les affiches, les « prière d'insérer » appuyés, le cas échéant, par des exploits d'huissier furent largement utilisés pour la communication extérieure. En interne, le recours à l'envoi de lettres individuelles aux salariés de l'entreprise constituait une innovation pour contrer l'action syndicale essentiellement diffusée par oral (réunions, meetings, etc.)

Selon J. Mousseau qui fait état de notes laissées par Paul Louis Weiller, le patron de la SMGR trop absorbé par les questions techniques et commerciales de l'entreprise n'aurait « *prêté que peu d'attention au fait que 85 % de [ses] ouvriers étaient syndiqués et inscrits au Parti communiste* »⁴⁵. Certes la personnalité de l'intéressé, son mode de fonctionnement, ses relations politiques et mondaines ne le prédisposaient pas à quitter les bureaux directoriaux du square Beaujon pour être présent dans les usines de Gennevilliers ou du boulevard Kellermann où il n'est vu que pour accompagner des visiteurs de marque et poser pour la photographie publiée dans *Plein Ciel*. Le héros de la guerre n'était-il pas convaincu que le mode de rémunération du travail aux pièces, un recrutement népotiste, un carnet de commande assurant plusieurs années de travail, un embryon d'œuvres sociales étaient des éléments le mettant à l'abri de risque de conflits au demeurant gérables par une hiérarchie de proximité fidèle à sa personne ?

La généralisation des grèves de 1936 avait permis à P.-L. Weiller de relativiser l'évènement pour l'inciter à se concentrer sur son objectif essentiel : éviter la nationalisation⁴⁶. En revanche, la grève de mars 1938 est ressentie comme une attaque personnelle, un crime de lèse-majesté à l'égard de celui qui a été surnommé par Greta Garbo « Paul-Louis XIV » ce qui explique sa mobilisation et la vivacité de la réaction.

Dès le début du mois de mars 1938, la direction de G&R réfléchit à la création « *d'un journal d'usine, organe de rigoureuse et complète information,*

⁴⁴ C.E. Ass., 12 novembre 1938, Chambre syndicale des constructeurs de moteurs d'avion, *Rec.*, p.840, Sirey 1939.363.

⁴⁵ Jacques Mousseau, *op.cit.* p. 257 ;

⁴⁶ Serge Boucheny, *Chronique ouvrière, Le Moteur d'avion, des hommes, des luttes*, Le Temps des Cerises, 2006.

*accessible à toutes les tendances, ouvert à toutes les questions et résolu à donner chaque fois que cela serait nécessaire le compte-rendu sténographique des débats administratifs et syndicaux*⁴⁷».

Inévitablement, Pierre Hamp, auteur à succès d'une série d'ouvrages consacrés au monde du travail et publiés à la *NRFF*, se trouve associé et mobilisé sur le projet pour lequel aucun élément ne permet de penser qu'il ait été spécifiquement recruté⁴⁸. Il préconise de ne pas instituer le journal pour s'opposer au syndicalisme mais pour aider le mutualisme, conçoit un projet de revue ou bulletin mensuel (dont le plan de rédaction a déjà été tracé par Weiller) avec des rubriques sur la famille, éducation de l'enfant, la mode, la cuisine, la lecture...

Le titre finalement retenu sera *Corporation Gnome et Rhône* dont le premier numéro sortira le 15 mai 1938. D'un format 25 X 33, sur seize pages, la revue se présente comme la publication⁴⁹ d'une association ayant pour but de développer et assurer les liens sociaux, moraux, intellectuels et professionnels entre les ouvriers de la SMGR et dans laquelle toute activité politique ou religieuse est strictement interdite. Une courte présentation donne le ton : « *Ce que nous tentons à Corporation n'est pas autre chose que l'application de cette loi de solidarité générale. Nous y ajoutons le lien du métier. Une des plus hautes religions est celle du dieu Travail. L'honneur ouvrier est à la base de la prospérité nationale qui con tient tous les intérêts particuliers.* »

Suivent les comptes-rendus de la création juste avant la reprise du travail, de trois associations : une de la maîtrise G&R, une autre des techniciens et employés des usines G&R, une troisième des ouvriers des usines G&R. Tous font état d'un nombre important d'adhésions en réaction aux conditions dans lesquelles la grève s'est déroulée.

Quelques dessins humoristiques, des recettes de cuisine, des conseils sur l'entretien du linge et un appel à la participation active des lecteurs pour la rédaction d'article viennent compléter un premier numéro qui donne l'impression d'être dédié aux nouvelles associations.

Cette impression est confirmée par la lecture du n°2 où figure un article (signé sans autre précision « Corporation ») qui fait état du succès de la revue et veut répondre aux critiques émises et notamment celle d'être d'inspiration patronale. A la tentative de dédouanement peu convaincante succède un discours qui, en se déclarant favorable à la Charte d'Amiens est résolument anti-gréviste⁵⁰ et ne se cache pas d'avancer des revendications finalement au lieu et place de l'organisation syndicale dénonçant « *l'exploitation du syndiqué par le syndicat* ».

Un deuxième article signé par le président de l'Association des ouvriers titré « *A bas le freinage* » est une violente diatribe contre les « *syndicalistes politiques [qui] donnent par la terreur l'ordre de limiter le nombre de pièces* »... « *la CGT et la Fédération des métaux propriétaires de magnifiques immeubles en ville et à la campagne qui ne nous ont pas donné un sou pour*

⁴⁷ Note rédigée par P.-L. Weiller (?) figurant dans les archives P. Hamp.

⁴⁸ Il a été recruté à compter du 1^{er} mars 1938, comme directeur de l'apprentissage.

⁴⁹ Vendue au numéro (1.5 F) ou par abonnement annuel de 15 F.

⁵⁰ « *Nous sommes anti-grévistes dans l'intérêt des travailleurs et de la collectivité* ».

payer notre loyer... »...Il précise aussi que l'association est logée gratuitement « *comme l'était la section syndicale communiste* » et que les cotisations des 3 000 adhérents des trois associations créées permettent de couvrir les frais de la revue (elle aussi hébergée gratuitement).

Dans le numéro suivant⁵¹ est illustrée de façon éclatante la contradiction entre les buts affichés de favoriser des liens sociaux et la réalité, à savoir un règlement de comptes orchestré dans un climat antisyndical. D'un côté, la revue fait amende honorable regrettant le ton polémique du numéro précédent et déclare ne pas vouloir continuer dans cette voie. De l'autre, quelques pages plus loin, plusieurs communiqués des associations reviennent sur « *les grèves nombreuses déclenchées sans motif plausible dans la métallurgie terrain de prédilection pour la propagande révolutionnaire... Ces grèves répétées, ces grèves brusquées sans but nettement défini, ces grèves génératrices de misère dans l'humble foyer* » avec des allusions « *à un parti politique qu'il est inutile de nommer.* »

Chaque numéro de la première année d'existence amènera son lot de propos agressifs ou polémiques avec des articles titrés par exemple : « *La révolte du peuple contre les tyrans des masses*⁵² » ou, à l'occasion de l'élection des délégués « *La courtoisie enfin rétablie – on a voté calmement*⁵³ » avec ce commentaire : « *La CGT domine dans le personnel le moins évolué* » car la CGT recueille, pour l'élection des délégués ouvriers 3 851 voix contre 1 200 aux indépendants. Le ton aura tendance à s'apaiser avec une nouvelle poussée au moment du pacte germano-soviétique.

A coté de ces polémiques, les associations marquent leur présence et vantent leurs mérites en énumérant les améliorations obtenues par les revendications satisfaites lors de réunions avec la direction. De fait, sont ainsi revendiquées trois importantes réalisations en faveur des personnels et dont il est rendu compte avec force détails :

- mise en place, dès juillet 1938, de colonies de vacances permettant d'envoyer 700 enfants dans deux châteaux achetés par l'entreprise : le château de la Rembourgère à Moncé-en-Belin Sarthe) et celui de Beraun à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) ;

- renforcement du centre médico-social (consultations de médecine générale et de spécialistes, radiographies et rayons X, etc.) ;

- ouverture au sein de l'usine Kellermann d'un restaurant géré par une entreprise extérieure.

La direction a pu effectuer ces travaux dès la demande des associations et dans les six mois qui ont suivi le conflit !. Les listes des améliorations apportées sont régulièrement publiées (le garage à bicyclettes, l'installation de lavabos, paire de sabots, modification de l'éclairage, etc.) donnant l'impression d'une intense activité revendicative.

⁵¹ *Corporation Gnome-Rhône*, n°3, 15 juillet-15 août 1938.

⁵² *Corporation Gnome-Rhône*, n°4, 15 septembre-15 octobre 1938, p. 13.

⁵³ *Corporation Gnome-Rhône*, n°6, 15 novembre – 15 décembre 1938, p.7.

Corporation Gnome-Rhône se préoccupe aussi de sports⁵⁴, de l'organisation de cours de musique, de mode et couture, de cuisine et d'économie ménagère, de la création d'une coopérative, y compris de la mise en place de l'ancêtre de ce qui s'appellera en 1982, le chèque vacances.

Les apprentis font l'objet d'une attention particulière : des articles leur sont spécifiquement consacrés ou destinés (excursions, conférences, activités sportives) et notamment pour donner une importante solennité à la remise des récompenses, occasion pour Pierre Hamp, directeur de l'apprentissage de souligner la valeur Travail. Au-delà cette vision qui traverse toute l'œuvre de celui dénommé le « Religieux du travail », il y avait aussi de la part de P.-L. Weiller le souhait de centrer la formation autour des notions de tradition, du Métier et la corporation au sens du compagnonnage renforçant les aspects strictement professionnels pour endiguer les risques d'influence extérieure comme le syndicalisme.

Compte tenu de cette vision corporative parfaitement illustrée par son titre, la revue fait la part belle aux réunions professionnelles mais d'une façon plus large à l'organisation, avec le soutien de l'entreprise, de manifestations conviviales, occasions de rassembler maîtrise, employés et ouvriers : croisières, concerts, promenades, sorties champêtres, banquets, arbre de Noël, etc. La part consacrée aux loisirs et aux festivités est importante cependant régulièrement, la revue rappelle l'importance de la collecte faite parmi le personnel en faveur de la société de secours mutuels créée en 1926 et destinée à venir en aide aux malades et qui sera très sollicitée quelques mois plus tard .

Quel accueil a reçu cette revue et quels ont été les principaux acteurs ou auteurs ? Tels sont les questions qu'il faut se poser pour mesurer le succès de l'opération

En dépit de plusieurs appels à la participation écrite ou photographique des lecteurs, effectués dans des numéros de la revue, les résultats ne semblent pas avoir été à la hauteur de ce qui était souhaité. En retirant les collaborations extérieures (articles sur la cuisine, la TSF, etc.), les communiqués et informations des différentes associations, le nombre d'articles signés est très limité⁵⁵. La plus grande partie de la rédaction a vraisemblablement été assumée par Pierre Hamp lui-même sans participation des membres de l'équipe de direction ni des associations⁵⁶.

Dans ses notes, P. Hamp indique que le tirage de la revue passé de 6 000 (1^{er} n°) à 10 000 un an plus tard, était de 14 000 exemplaires en janvier 1940⁵⁷.

Du fait de la déclaration de guerre, la revue va évoluer de façon notable en 1939. Les communiqués des associations mettant en avant les avantages retirés d'une franche collaboration avec la direction vont perdurer mais seront

⁵⁴ L'association peut utiliser le stade de Choisy-le-Roi loué par la direction.

⁵⁵ Appréciation différente de celle de J. Mousseau selon lequel le premier numéro a été entièrement rédigé par les ouvriers.

⁵⁶ Deux points viennent à l'appui de cette hypothèse : d'une part l'écriture de P. Hamp est reconnaissable par ses lecteurs et d'autre part, des notes manuscrites de l'intéressé font état de l'apathie des membres des associations.

⁵⁷ L'évolution du tirage est importante mais peut s'expliquer notamment par l'absorption par la SMGR des Éts Voisin dont les personnels vont recevoir *Corporation, Gnome-Rhône* qui rendra compte de l'activité de l'association des ouvriers de ces usines.

en diminution. L'accent va naturellement être mis sur la défense de la Patrie, l'union nationale et le rôle essentiel des entreprises et des ouvriers : « *Pour nous ouvrier de guerre... La force de l'armée est faire de la force des métiers, c'est d'abord le courage au travail... Il faut cinq ouvriers au travail pour fournir à un combattant tout ce qu'il lui est nécessaire, depuis les chaussures jusqu'à la pièce d'artillerie, depuis le fusil du fantassin jusqu'à l'hélice de l'aviateur* »⁵⁸.

Mais très rapidement, la revue va se concentrer sur l'information, l'aide aux mobilisés et aux familles dont un certain nombre a quitté la région parisienne. Il s'agit de diffuser des informations pratiques (défense passive, utilisation du masque à gaz, conditions d'attributions des diverses prestations ou allocations, etc.) et d'organiser la solidarité en faveur des familles et des soldats⁵⁹ : fournitures de vêtements, colis de nourriture ... A cet aspect matériel, s'ajoute le lancement d'une souscription permanente auprès des personnels abondée par des versements de l'entreprise afin d'envoyer des mandats aux soldats et soutenir les familles privées de revenus. L'ensemble de l'opération est soutenue par les associations mais dirigée par un comité d'entraide dont la composition est plus largement ouverte, signe que la gravité de la situation l'emporte sur les clivages et tensions. En effet, la revue publie les noms des premiers blessés, prisonniers et morts.

La revue prend désormais plus la forme d'un bulletin de liaison diffusé largement aux familles réfugiées en province, aux soldats mobilisés et aux prisonniers. Sur la forme, le rationnement des approvisionnements de la presse va réduire la pagination à quatre pages d'un papier de mauvaise qualité sans illustration ni photographie.

Le dernier numéro de la revue sera publié en octobre 1942, jour du licenciement par la SMGR de Pierre Hamp. Le directeur de l'apprentissage vient de publier un livre intitulé *Moteurs*⁶⁰ qui est le récit- témoignage de la grève de mars avril 1938. L'opposant à la grève qui n'a rien renié de ce qu'il avait écrit dans *Paris-Soir*, n'épargne pas P.-L. Weiller et la direction. Il décrit sans ménagement le fonctionnement interne tant en ce qui concerne les commissions occultes, les manipulations comptables, la servilité du conseil d'administration, le recours aux mouchards, la constitution des associations ou les dépenses somptuaires de l'administrateur-délégué. La notoriété du livre sera telle qu'il sera implicitement cité dans l'exposé des motifs de l'ordonnance de nationalisation de 1945⁶¹. La sanction tombe et reconduit à la porte de l'usine, il partira sans avoir pu dire au revoir aux apprentis. a

Née en réaction à une crise, la revue *Corporation Gnome-Rhône* de création patronale destinée au personnel de l'entreprise, est inévitablement marquée par un conflit très dur dont le bilan fut diversement apprécié. Il est dès

⁵⁸ *Corporation Gnome-Rhône*, n°16, 15 octobre – 15 novembre 1939.

⁵⁹ 1 930 ouvriers de l'usine Kellermann sont mobilisés. Cf *Corporation Gnome-Rhône*, n°16, 15 octobre – 15 novembre 1939.

⁶⁰ Pierre Hamp, *Moteurs*, nrf Gallimard, Paris, 1942.

⁶¹ Ordonnance n°45-1086 du 29 mai 1945 portant transfert à l'État d'actions de la Société anonyme des moteurs « Gnome et Rhône ». *Journal Officiel de la République française*, 30 mai 1945, p. 3062.

lors acquis qu'elle ne pouvait que s'inscrire dans une démarche visant à contrecarrer et discréditer l'action des militants syndicaux et politiques qui avaient soutenu la grève, démarche déjà lancée par Paul Louis Weiller par sa détermination à atteindre directement par voie postale les familles des personnels de l'entreprise. D'où une volonté de mettre en avant la satisfaction – rapide - des revendications avancées par les différentes associations nées à la reprise du travail dans des conditions qui mériteraient examen et la nécessité d'une étroite collaboration entre l'employeur et ses salariés.

A la veille de la déclaration de guerre, on trouve dans *Corporation Gnome-Rhône* une survalorisation de la valeur « Travail », un indéfectible soutien à la « Famille » et une exaspération de la notion de « Patrie » dans une entreprise liée à la Défense nationale c'est-à-dire les ingrédients qui annoncent le discours de Vichy. En dix ans, la Société des Moteurs Gnome et Rhône avait structuré sa communication d'entreprise et franchit le pas vers un outil interne de propagande idéologique.